

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION FOYER NOTRE DAME ET LA CEA POUR LA PRISE EN CHARGE DE MINEURS NON ACCOMPAGNES

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA), dont le siège est situé Place du Quartier Blanc – 67964 STRASBOURG Cedex 9, représentée par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 21 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA », d'une part,

Et

L'Association Foyer Notre Dame (FND), association de droit local dont le siège social est situé 3 rue des Echasses – 67061 STRASBOURG, représentée par Monsieur Antoine BREINING, Président, dûment habilité pour ce faire par une décision du Conseil d'administration,

Ci-après dénommée « l'Association FND », ou « l'association » d'autre part,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 112-3, L. 221-1 et suivants, L. 222-5, L. 313-1 et suivants et L. 313-13,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-6-0-4 du 1er juillet 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

Vu la délibération n° XXX du 21 septembre 2023 de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

Vu la convention financière conclue le 23 septembre 2020 entre le Département du Bas-Rhin et l'Association Foyer Notre Dame,

Vu l'avis favorable de la 5ème Commission Jeunesse, sport, réussite éducative et bilinguisme en date du 4 septembre 2023 et la validation de la Commission Permanente du 21 septembre 2023,

Vu le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

En tant que chef de file de la protection de l'enfance, la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) assume pleinement ses responsabilités pour l'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés (MNA).

La prise en charge des MNA est un phénomène ancien, qui s'est très fortement accéléré à partir de 2012. Actuellement, la CeA finance 566 places en dispositifs dédiés sur le territoire bas-rhinois. Sur ledit territoire, ces dispositifs reposent sur un hébergement en appartements partagés pour les 16-18 ans et un internat pour les 13-15 ans. Il est complété par un réseau d'accueil solidaire ainsi que des places de mise à l'abri et d'urgence.

Une précédente convention signée le 23 septembre 2020 par le Département du Bas-Rhin avec l'Association Foyer Notre Dame arrivée à échéance le 30 juin 2023, visait à confier au service dédié nommé le « Réseau d'Accueil Bénévole » la mission de prise en charge au quotidien de MNA au moyen d'une offre d'accompagnement en famille bénévole.

La présente convention d'une durée de six mois vise à poursuivre et préciser le partenariat engagé.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de prise en charge de MNA dans le cadre d'un service dédié de l'Association Foyer Notre Dame : le Réseau d'Accueil Solidaire (RAS).

Cette convention détermine également les modalités de financement par la CeA des actions définies en infra dans les articles 2 et 3.

Article 2 : Public accueilli

Au regard des attentes et des besoins définis par la CeA visant à garantir une prise en charge des MNA adaptée au cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance, l'Association FND prend en charge des **MNA, garçons et filles, âgés de 13 à 18 ans** dans le cadre d'un service dédié, le Réseau d'Accueil Solidaire.

L'hébergement des MNA interviendra selon deux modalités successives :

- Durant la période d'assistance éducative, au sein d'un collectif de 8 places, dont une de repli, situé 3 rue des Echasses à Strasbourg ;
- A réception de la tutelle, si tel est l'intérêt de l'enfant, au domicile de tiers bénévoles, identifiés par l'Association ou déjà connus par le mineur.

La **capacité d'accueil est fixée à 20 places dont 8 en structure collective et 12 auprès de tiers bénévoles.**

L'accueil des MNA inclut la couverture de l'ensemble des besoins élémentaires du jeune : nourriture, vêture, matériel scolaire, loisirs...

L'accueil suppose également la mise en place d'une astreinte éducative 24h/24 et l'organisation du repli du jeune en cas d'urgence.

Article 3 : Missions de l'Association FND, objectifs visés et modalités d'accompagnement

L'Association Foyer Notre Dame est un acteur majeur et reconnu de l'hébergement et de l'accompagnement des jeunes, des demandeurs d'asile et des réfugiés.

L'Association accueille et accompagne notamment des MNA, sur orientation de la CeA dans le cadre du Réseau d'Accueil Solidaire.

S'agissant des MNA, les **objectifs visés** par la prise en charge assurée par le service dédié de l'Association FND s'inscrivent dans le cadre d'un accompagnement vers l'autonomie notamment :

- Mettre en œuvre le projet pour le jeune défini par la Direction de l'Aide Sociale à l'Enfance (DASE) ;
- Assurer la sécurité, la santé du jeune, une prise en charge globale de ce dernier ;
- Assurer un apprentissage et un accompagnement à la vie quotidienne ;
- Assurer un soutien à l'insertion sociale, scolaire et/ou professionnelle ;
- Assurer un apprentissage de la gestion d'un budget ;
- Assurer un accompagnement dans les démarches administratives intégrant l'accès aux droits (dépôt de la demande de régularisation sur le territoire avant majorité, inscription sur la plateforme SI SIAO pour l'accès à un logement après la majorité, ouverture d'un compte bancaire et d'un compte Améli, affiliation CAF...) ;
- Assurer une inscription dans un réseau relationnel ouvert sur la ville ou la société dans son ensemble.

L'Association FND assure **l'accompagnement des MNA selon les modalités suivantes** :

- L'hébergement de ces jeunes se réalise dans un 1^{er} temps en collectif, puis auprès de familles bénévoles ;
- Le suivi éducatif du jeune : santé, scolarité/formation, accès aux droits, autonomisation ;
- La couverture de l'ensemble des besoins élémentaires du jeune (nourriture, matériel scolaire, vêture, hygiène...) ;
- L'organisation d'ateliers collectifs transversaux pour favoriser l'intégration des jeunes et leur autonomie (cuisine, administratif, culture locale...) ;
- Une permanence socio-éducative pour les accompagnements individuels et les besoins de rédaction des écrits à destination de la DASE (rapport annuel retraçant la situation du jeune, rapport à transmettre 6 mois avant la majorité sur la base du modèle produit par la DASE, rapports avant échéances, notes d'incidents...) ;
- Un appui aux démarches administratives ;
- L'évaluation de la situation du jeune à 16 ans en vue de son orientation sur validation de la DASE, dans le cadre de son parcours, vers les dispositifs dédiés aux plus de 16 ans ; par exception, sur validation de la DASE et dans l'intérêt du jeune, celui-ci pourra être maintenu auprès du tiers qui l'accueille, en veillant à la préparation de sa majorité (accès à l'autonomie) ;
- L'orientation, le moment venu, sur validation de la DASE, vers les dispositifs 16-18 ans dédiés au public MNA avec maintien des liens avec le tiers bénévole le cas échéant ;
- Une astreinte éducative et de cadre ;
- Une présence d'un membre de l'équipe éducative aux audiences et synthèses.

L'Association FND assure, en outre, **l'évaluation et l'accompagnement des tiers bénévoles** en :

- Informant les tiers bénévoles de l'engagement personnel et familial que représente l'accueil d'un jeune dans la durée ;
- En évaluant les candidatures de tiers bénévoles (ouverture d'esprit, conditions de sécurité de l'accueil, compréhension et respect de la place de chacun...) y compris celles de tiers bénévoles déjà connus des jeunes et qui s'engagent à poursuivre l'accueil qu'ils lui ont initialement proposé ;
- En réalisant l'appareillage du tiers bénévole et du jeune et en concluant un contrat d'engagement ;
- En accompagnant les tiers bénévoles en individuel et en collectif, ainsi que les familles connues des jeunes dans le cadre de l'aide à la prise en compte des besoins fondamentaux du jeune, vérification de l'adéquation de l'accueil proposé avec le projet du jeune, gestion des incidents, gestion de l'accès au droit...
- En réalisant l'évaluation de la prise en charge avec le tiers bénévole à la fin de chaque accueil.

Cet accompagnement se traduira par au moins 2 visites à domicile mensuelles (en fonction des besoins du jeune et du tiers) et une rencontre mensuelle du jeune dans les locaux de l'Association FND.

Les accompagnements proposés s'appuient sur une équipe pluridisciplinaire (travailleurs sociaux, personnel administratif ...).

L'Association FND garantit un accompagnement de qualité qui s'appuie sur du personnel qualifié, compétent dans la prise en charge des publics étrangers et dans l'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle en réseau.

Cet accompagnement mobilise fortement les dispositifs de droit commun et un réseau partenarial fort, dynamique et sans cesse alimenté pour tous les domaines d'accompagnement du jeune.

Article 4 : Conditions d'admission, de fin de prise en charge et droit des usagers

4.1 Admission

Les MNA sont adressés au Réseau d'Accueil Solidaire par la Direction de l'Aide Sociale à l'Enfance de la CeA qui délivre une attestation de prise en charge.

Cette attestation indique :

- la date de début de l'accueil ;
- la durée de l'accueil ;
- le nom du jeune majeur bénéficiaire et sa date de naissance ;
- la date de signature de l'attestation et la qualité de la personne habilitée par le Président de la CeA à signer l'attestation de prise en charge.

Le refus d'admission est possible si aucune place n'est disponible pour le jeune. Si l'accompagnement proposé n'est pas adapté à la problématique, une réorientation sera mise en œuvre sur validation de la DASE.

Le Réseau d'Accueil Solidaire s'engage à répondre à une demande d'admission et à organiser l'accueil du jeune dans les 7 jours suivants la demande.

4.2 Fin de prise en charge

L'hébergement et la prise en charge du MNA sont assurés jusqu'à son orientation vers une autre structure ou jusqu'à la fin de la prise en charge notifiée par la CeA.

Il appartient à l'Association FND de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer la fin de prise en charge notamment en termes d'hébergement. Ainsi, l'Association FND diligentera les éventuelles procédures d'expulsion locatives et prendra à sa charge tous les coûts y afférant (honoraires d'huissier, d'avocat, dépens...).

La DASE s'engage à coopérer avec l'Association FND pour préparer au mieux la fin de la prise en charge (préparation de la fin de prise en charge, reprises ultimes du jeune avant fin de prise en charge...).

4.3 Droit des usagers

L'Association FND doit faire application des articles L. 311-4 à L. 311-8 du Code de l'action sociale et des familles :

- Un livret d'accueil et le règlement de fonctionnement de la structure sont remis à chaque jeune pris en charge au titre de la présente convention.

- Un contrat de séjour ou un document individuel de prise en charge est élaboré. Il doit être signé par les jeunes pris en charge. Ce document met en avant le caractère transitoire du dispositif avec pour impératif d'accepter les orientations proposées en sortie.

Article 5 : Obligations à la charge de l'Association FND

- L'Association FND s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objets définis aux articles 2 et 3 et facilite le contrôle par les services de la CeA de la réalisation de ces objets notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi que précisé à l'article 9 de la présente convention ;
- L'Association FND assurera pour les jeunes qu'elle accompagne, le versement, conformément au cadre posé par la CeA des indemnités de vêture et de loisirs aux tiers bénévoles au profit des jeunes accueillis ainsi que de l'argent de poche des mineurs accueillis. Elle apportera, par ailleurs, son savoir-faire pour développer auprès des tiers et des mineurs, une bonne gestion de ces dotations. Elle s'assurera notamment de l'ouverture d'un compte bancaire pour chaque jeune.
- Les activités du Réseau d'Accueil Solidaire sont placées sous la responsabilité exclusive de l'Association FND qui s'engage à souscrire les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la CeA ne puisse être recherchée ;
- L'Association FND s'engage à informer sans délai et par tout moyen la CeA de tout dysfonctionnement grave dans sa gestion ou son organisation susceptible d'affecter la prise en charge des jeunes, leur accompagnement ou le respect de leurs droits. Elle informe également la CeA de tout évènement ayant pour effet de menacer ou de compromettre la santé, la sécurité ou le bien-être moral ou physique desdits jeunes ;
- L'Association FND s'engage à informer sans délai et par écrit la CeA de tout changement intervenant dans ses statuts et de toute autre modification associative. La dissolution de l'association entraînera la caducité de plein droit de la convention ;
- L'Association FND s'engage à tenir un registre côté et paraphé où sont portées les indications relatives à l'identité des jeunes, la date de leur entrée et leurs sorties, ainsi que leurs absences pour tout motif (y compris hospitalisation) ;
- L'Association FND fournit, à chaque actualisation, un état de l'activité détaillant pour les jeunes pris en charge, leur date d'entrée sur le lieu de résidence, le nombre de jours de présence, la date de sortie et annuellement l'identité et l'adresse des tiers bénévoles ;
- L'Association FND fournit, mensuellement, le listing des jeunes en attente de prise en charge ;
- L'Association FND s'engage à ne pas reverser ou employer tout ou partie de la dotation perçue au bénéfice d'une autre personne juridique ou d'une autre activité ;
- L'Association FND s'engage à fournir, avant le 1^{er} mai de l'année suivant la clôture de l'exercice comptable un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire (articles L. 612-4 et D. 612-5 du Code du commerce).

Article 6 : Obligations à la charge de la Collectivité européenne d'Alsace

La CeA s'engage :

- A financer l'activité de l'association dans le cadre de la prise en charge et l'accompagnement des MNA confiés sur la base des modalités définies à l'article 7 de la présente convention ;
- A piloter le parcours du jeune et à assurer une représentation de la DASE lors des audiences du Juge des enfants/ Juge des tutelles ;
- A faire le lien entre le Réseau d'Accueil Solidaire et les magistrats (Juge des enfants/Juge des tutelles) pour fluidifier le système local des décisions de justice selon les fonctionnements et procédures légaux établis ;
- A faire le lien entre le Réseau d'Accueil Solidaire et la Préfecture pour améliorer/fluidifier le système local d'accès à la régularisation selon les fonctionnements et procédures légaux établis ;
- A participer aux réunions d'information collectives des candidats tiers bénévoles ;

- A contribuer aux évaluations des candidats tiers bénévoles par la participation d'un psychologue de la DASE aux entretiens d'évaluation ;
- A conclure une convention quadripartite (CeA – tiers bénévole – Réseau d'Accueil Solidaire – jeune) qui valide la candidature et l'engagement du tiers bénévole dans le respect de la charte, mentionne l'avis du jeune à accueillir et assure l'accompagnement par le Réseau d'Accueil Solidaire.

Article 7 : Détermination du montant du financement et modalités de versement

La CeA finance la prise en charge et l'accompagnement des MNA par l'Association FND sous la forme d'une dotation de 305 695 € sur 6 mois.

Cette dotation est composée à titre indicatif :

- De 8 places MNA en structure collective ;
- De 12 places auprès de tiers bénévoles ;
- De la déduction des excédents du 18 951.92 € en cumulés à fin 2022 ;
- Du supplément lié au SEGUR de 2023.

La dotation inclut l'intégralité des frais liés à la prise en charge, l'accompagnement et la couverture de l'ensemble des besoins élémentaires (nourriture, matériel scolaire, vêture, hygiène...) des MNA. Aucune facturation en sus de la dotation ne pourra être présentée à la CeA.

La dotation sera versée par 6^{ème} de juillet à décembre 2023. Elle sera versée sur production d'un état mensuel adressé à la CeA faisant apparaître le nom et le nombre de jeunes suivis, le nombre de jours de présence.

A noter, qu'en complément de la dotation précitée, la CeA verse une indemnité mensuelle aux familles bénévoles à hauteur de 373.50 € afin de couvrir les dépenses courantes (alimentation, eau, électricité, transports...) liés à la prise en charge de ces mineurs dont la CeA assume la tutelle.

Il est attendu de l'Association FND un taux d'occupation de 95 %.

A la fin de la présente convention et au vu du bilan et de l'évaluation mentionnés à l'article 11 de la présente convention, dans l'hypothèse où un excédent serait constaté sur la dotation précitée versée par la CeA, la CeA décidera du sort de cet excédent (reversement de cet excédent à la CeA ou réaffectation de cet excédent sur un autre dispositif de l'Association FND).

Article 8 : Interruption et reversement de l'aide financière

Le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées dans la présente convention par l'Association FND pourra, quelle qu'en soit la cause, avoir pour effets :

- L'interruption du versement de l'aide financière de la CeA ;
- La demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- La non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par l'Association FND.

La CeA informe l'Association FND de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Contrôle

Pendant et aux termes de la présente convention, un contrôle sur place, y compris inopiné, peut être réalisé par la CeA.

L'Association FND s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives de dépenses et tous autres documents administratifs et comptables dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

La CeA contrôle annuellement et à l'issue de la convention que les missions confiées à l'Association FND ont été réalisées conformément aux présentes stipulations et que le financement versé est justifié.

Article 10 : Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à agir conformément à la réglementation entourant la protection des données personnelles et s'engagent à cet égard à respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées et traitées. L'Association FND et la CeA sont responsables des traitements informatiques qu'ils mettent personnellement en œuvre pour la réalisation des actions inscrites dans la présente convention.

Les parties s'engagent notamment à respecter toutes les obligations découlant du « Règlement 2016/679 » et à ce que les personnes autorisées aient accès aux données personnelles dans la limite de l'exécution de leurs prestations et s'engagent à respecter la confidentialité liée à la convention.

En matière de sécurité, les parties s'engagent à mettre en place et maintenir, pendant toute la durée de la convention, toutes les mesures techniques et organisationnelles, adaptées à la nature des données personnelles traitées et aux risques présentés par les éventuels traitements effectués, de manière à préserver ladite sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles.

Les parties s'engagent à ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles en exécution de la présente convention.

Chaque partie s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de la présente convention à ses propres fins ou pour le compte de tiers, à l'exception de l'exécution de la convention et s'engage à modifier ou supprimer, à la demande de la personne dont les données sont traitées, sous réserve qu'il ne s'agisse pas de données obligatoires, et en toute hypothèse, à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution du contrat toutes les données personnelles collectées à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

Chaque partie s'engage à informer sans délai l'autre partie de toute requête d'une personne concernée au titre de ses droits sur ses données personnelles et à coopérer pour faciliter la réponse à ces demandes.

Les parties s'engagent, pour tout transfert de données personnelles vers un pays tiers, à mettre en place les garanties requises par la réglementation relative à la protection des données personnelles applicable.

En cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée des données personnelles collectées dans le cadre de la convention, l'organisme, doit dans les 48 (quarante-huit) heures après en avoir eu connaissance, notifier à l'autre partie cette violation.

Les parties s'engagent à coopérer dans le cadre de l'établissement de l'analyse d'impact de cette violation et à mettre en œuvre toutes les mesures correctives qui seraient nécessaires.

Chacune des parties s'engage à coopérer avec l'autre partie afin de pouvoir notifier la violation des données personnelles à toute autorité de contrôle compétente en conformité avec la réglementation relative à la protection des données personnelles.

A l'expiration de la présente convention ou en cas de résiliation anticipée pour quelque cause que ce soit, les parties conservent les données échangées dans le cadre de la convention. Cette conservation se poursuit jusqu'à l'achèvement des finalités licites pour lesquelles elles ont été

collectées. A l'achèvement de ces finalités, les parties détruisent les données sauf finalités ultérieures compatibles avec la finalité initiale.

Chaque partie, lorsqu'elle est qualifiée de responsable du traitement, fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Chaque partie s'engage à informer les personnes dont elle recueille les données des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur.

Article 11 : Durée de la convention et évaluation

La présente convention entrera en vigueur, par accord entre les parties, **à compter du 1^{er} juillet 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.**

2 mois avant son échéance, l'Association FND fournira un bilan et une évaluation complète qui feront l'objet d'une analyse par la CeA.

Les principaux indicateurs d'évaluation seront (liste non exhaustive):

- Nombre d'entrées et de sorties du dispositif ;
- Nombre de jours moyen d'accompagnement par MNA ;
- Indicateurs quant au parcours et l'évolution des jeunes : santé, lieu de scolarité/projet en cours, inscription réelle et concrète dans un parcours d'insertion ;
- Situation administrative, démarches entreprises et en cours ;
- Orientation à la sortie du dispositif (demande de titre de séjour, introduction de demande d'asile, dossier SIAO complété, hébergement...) ;
- Difficultés rencontrées dans l'accompagnement des jeunes ;
- Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet global ;
- Le respect de la temporalité des écrits demandés (rapport post-admission, rapport intermédiaire, rapport pré-majorité).

Article 12 : Renouvellement de la convention

Le renouvellement de la convention est conditionné par les résultats du bilan et de l'évaluation fournis par l'Association FND en application de l'article 11.

Le cas échéant, le renouvellement prendra la forme d'une nouvelle convention.

Article 13 : Avenant

En cas d'accord entre les parties, la présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et l'Association FND. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Dans le cadre de la remise à plat de l'offre de prise en charge des MNA et des jeunes majeurs sur le territoire de la CeA, des évolutions sont susceptibles d'intervenir afin de viser une convergence tarifaire de l'ensemble des structures d'accueil.

Ces modifications pourront également intervenir en fonction de l'évolution du budget de la CeA.

Article 14 : Résiliation

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

Elle est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un

délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

Article 15 : Règlement des litiges

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire, dont un pour chacune des parties.

A Strasbourg, le

Pour la
Collectivité européenne d'Alsace
Le Président

Pour l'Association
Foyer Notre Dame
Le Président

Frédéric BIERRY

Antoine BREINING